



CONSULTATION PUBLIQUE N°2020-007 DU 19 MARS 2020 RELATIVE A LA COMPOSANTE DE SOUTIRAGE DES PROCHAINS TARIFS D'UTILISATION DES RESEAUX PUBLICS D'ELECTRICITE "TURPE 6"

Préambule

Face à la crise sanitaire actuelle, la nécessité de services publics pour répondre aux besoins de la Nation est une évidence.

Dans cette période particulière, les agents de tous les secteurs de l'énergie sont mobilisés pour assurer les plans de continuité d'activités malgré la dégradation de leurs conditions de travail organisées depuis des années par les employeurs et les gouvernements successifs. Ce gouvernement qui, lui-même, souligne aujourd'hui la nécessité et le rôle des services publics pour répondre aux besoins vitaux du pays.

C'est particulièrement dans ces périodes de crises qu'elles soient aujourd'hui d'ordre sanitaire mais demain peut-être d'origine climatique qu'on voit l'utilité d'entreprises intégrées et nationalisées.

Cette situation exceptionnelle renforce le service public de l'électricité et du gaz que porte la FNME-CGT depuis des années car ces énergies sont vitales pour le fonctionnement des services essentiels à la vie du pays tels que les services de santé et de première nécessité pour les usagers.

Nous vivons un épisode spécial de notre existence, une crise sanitaire mondiale, que le Président de la République a qualifiée de "guerre", qui remet en cause toutes les politiques issues des logiques capitalistes libérales et de la globalisation et qui met en exergue toutes les incohérences, les risques, la violence du libéralisme.

Même si la terminologie guerrière n'est pas adaptée, nous reprenons l'allégorie, car nous pouvons en tirer un motif d'espoir et de jours heureux.

La CRE régule un marché de l'énergie dont les incohérences et l'inadaptation aux impératifs de sécurité d'approvisionnement de de réponse aux besoins de la société se font chaque jour plus criantes.

Depuis des années, la FNME-CGT répond aux consultations de la CRE tout en étant en profond désaccord avec la construction de ce marché. Elle répond systématiquement avec sa connaissance du secteur et en étant convaincue du bien fondé et de la modernité de la loi de Nationalisation de 1946.

Il est significatif que le marché ne rémunère pas les MW produits avec l'appui des agents en continuité de service malgré les risques encourus. Ce marché qui incite des fournisseurs alternatifs a joué sur des effets d'aubaine pour augmenter leurs marges et verser des dividendes.

La FNME-CGT défend plus que jamais, une entreprise "intégrée et publique" agissant dans le cadre d'un monopole soumis à une gestion démocratique, **restant la meilleure réponse aux besoins de développement économique et social, aux défis environnementaux, à l'aménagement du territoire.**

Cela fait bientôt deux ans que la CRE a lancé une grande consultation sur l'élaboration du prochain tarif d'acheminement de l'électricité, TURPE 6.

La CRE indique en préambule que la consommation d'électricité "stagne" depuis plusieurs années et indique une perspective de baisse à plus ou moins brève échéance, ce qui est en contradiction avec les prévisions du GIEC dans le cadre d'un transfert des usages carbonés vers des usages bas carbone. La tendance à la baisse de la consommation doit être également reconsidérée à la lumière de la crise sanitaire actuelle et des redoutables problèmes d'approvisionnement en matériel médical et en médicaments. La question d'une relocalisation de la production se dessine comme une perspective qui aura des impacts sur la consommation d'énergie alors que la désindustrialisation s'est traduite par une baisse sensible de la consommation industrielle ces dernières décennies.

C'est une bonne chose pour l'emploi mais aussi pour l'environnement puisque l'électricité française est fortement décarbonée contrairement à celle des pays qui sont aujourd'hui les usines du monde.

Dans le même temps, les besoins de financement de la véritable révolution du secteur de l'énergie en cours vont se poursuivre en recherchant néanmoins l'optimum économique pour atteindre les objectifs de baisse des émissions de CO₂ et répondre aux besoins sociaux.

Cet exercice est d'autant complexe qu'il doit respecter des principes auxquels les citoyens restent attachés. Ce tarif doit donc permettre de répondre à plusieurs ambitions poursuivant l'intérêt général en considérant :

- L'accès à l'électricité pour tous, dans les mêmes conditions de coût, de qualité de fourniture, de continuité de services, et de sécurité, quel que soit son lieu d'habitation,
- L'aménagement du territoire,
- Le développement industriel,
- Le maintien et la consolidation d'un service public de qualité, garant notamment d'une réelle cohésion sociale.

A ce stade, la FNME-CGT reformule sa remarque des précédentes consultations, qu'il faut pouvoir mesurer de façon concrète les éventuels impacts des différentes réponses aux questions posées (impacts sur les usagers et les entreprises, stratégie de mise en œuvre par des mesures d'atténuation...) car les évolutions ne peuvent être considérées sans regarder ce qu'il se passe côté Fourniture ou Taxes qui sont des composantes chacune pour 1/3 du prix à payer.

La FNME-CGT constate que cette consultation sur les choix de tarification se fait de façon découpée sans prise en compte du dossier global. Il nous semble important de connaître l'impact sur le TURPE 6 de l'apurement du Compte de Régulation Charge et Produit (CRCP) prévu dans le TURPE 5.

Prenons ensuite l'exemple du rapport entre *part puissance et part consommation*, la CRE rappelle que dans les tarifs précédents le rapport était de 24 et 76 %, la CRE proposant une évolution vers un rapport de 31 et 69 %. (tandis que de son côté la Direction d'ENEDIS exprime plutôt le souhait d'un rapport 50-50).

Si le fait que les coûts fixes augmentent du fait que la consommation baisse pour un même usage et du fait du développement de l'autoconsommation et des écoquartiers visant l'autonomie énergétique, il est souhaitable de le prendre en compte par une évolution graduelle du rapport part puissance/ part énergie du tarif. Cela soulève néanmoins de nouvelles questions sur la capacité de la collectivité à financer durablement des réseaux sur lesquels de lourds investissements sont nécessaires pour accueillir de nouvelles productions disséminées sur le territoire tandis que la consommation baisse. Il s'agit certes de reconnaître le caractère assurantiel du réseau pour ses utilisateurs les plus occasionnels, lesquels pourraient chercher à échapper à terme à ces hausses en recherchant une autonomie encore plus grande.

Les estimations présentées quant aux impacts facture semblent rassurantes quant à la soutenabilité des évolutions envisagées et font même apparaître des gagnants, notamment du côté des entreprises consommant en été. Mais il s'agit d'estimations à iso-niveau 2019 qui ne prennent pas en compte des évolutions de charges non encore connues. D'ores et déjà une attention particulière doit être apportée aux consommateurs particuliers disposant d'un chauffage électrique dans un logement mal isolé qui vont subir une hausse, certes limitée mais pour des familles aux budgets serrés et pour lequel le signal prix apporté par l'horosaisonalité n'a aucun sens puisque dans bien des cas ils rationnent déjà le chauffage du fait de sa part importante dans leur budget.

Ainsi s'agissant de la détermination d'un tarif, avant de se prononcer sur cet élément de la structure, il est impératif de mesurer le mieux possible l'impact social, économique et financier, pour chacune des parties, suivant les différentes possibilités exposées :

- L'impact facture en intégrant les coûts réels à couvrir,
- Les moyens nécessaires pour que la Nation et les territoires réalisent leurs ambitions de développement et de modernisation,
- Les moyens propres à ENEDIS et RTE pour tenir leurs engagements découlant des missions de service public comme de leurs obligations vis-à-vis du marché des fournisseurs,

- La reconnaissance et la satisfaction des besoins des agents du service public de l'énergie pour qu'ils puissent accomplir leurs missions de service public dans de bonnes conditions.

La FNME-CGT apprécie ainsi l'ensemble des questions, sous l'angle de sa conviction d'un "nouveau" service public nationalisé depuis la production jusqu'à la performance et l'efficacité énergétique.

La consultation publique sur le projet révisé de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) est terminée et bon nombre de commentaires rejoignent l'analyse de la FNME-CGT à travers son cahier d'acteur réalisé en 2018 !

En effet, il ne suffit pas d'afficher de belles ambitions sur la réduction des émissions de CO₂ et les changements d'usages... si politiquement les moyens ne sont pas à la hauteur des exigences à atteindre. La crise actuelle nous conforte dans l'idée que ce ne pourront pas être une nouvelle fois les usagers qui devront payer.

Pour la FNME-CGT, la réponse aux besoins énergétiques et aux enjeux environnementaux du pays doit se faire dans le cadre d'une **gestion durable et d'une maîtrise publique**. Il est donc nécessaire de piloter sérieusement la transformation des filières industrielles de l'énergie. **L'avenir des filières de demain doit être structuré et maîtrisé et non être un eldorado pour des financiers opportunistes dont l'incompétence technique met en danger la sécurité d'approvisionnement.**

Le projet de la FNME-CGT nécessite obligatoirement de :

- **Structurer industriellement** toutes les filières du secteur de l'énergie (stratégique pour l'État) afin de répondre aux défis environnementaux et sociaux ;
- Se poser la question des besoins en **matières premières et du cycle industriel complet** (métaux, minéraux, eau, traitement des déchets, démantèlement et dépollution des sites utilisés,) ;
- **Réindustrialiser** le pays dans **tous les territoires (l'industrie c'est nos emplois !)** ;
- Développer des **circuits courts** pour limiter l'empreinte carbone.

Dans ce contexte de transformation, les gestionnaires de réseaux doivent garantir leur rémunération pour faire face aux différents enjeux au moment où les dépenses se généralisent : intégration des productions décentralisées notamment de l'éolien maritime, mise en place des compteurs intelligents Linky, transformation du SI (open data), renouvellement des colonnes montantes, développement (excessif ?) des liaisons internationales, par exemple.

Par ailleurs, le découpage des sujets à la maille des acteurs sans garder une vue d'ensemble aboutit parfois à une désoptimisation regrettable. Par exemple, ENEDIS s'engage dans un projet de mobilité à partir de la voiture électrique, planifiant l'implantation de bornes de rechargement et des procédures à mettre en œuvre. GRDF s'engage à suivre le même projet à partir du véhicule au GNV... Le législateur avait fait la promesse d'un Service Commun de la distribution de l'énergie, ce qui pouvait laisser espérer que les deux plans de "mobilité" n'en fussent plus qu'un seul.

Ceci pour ne pas reproduire l'expérience des déploiements séparés des compteurs communicants Linky et Gazpar couverts par les deux derniers tarifs TURPE et ATRD, avec, en résultante, la mise en place de deux systèmes de transmission et de gestion des données. Un seul aurait été possible et souhaitable.

Enfin, les organisations syndicales doivent être associées et cela passe en premier lieu par le partage et la transparence sur les données source, les dimensionnements et chiffrages des investissements à réaliser, les schémas directeurs ainsi que les plans de renouvellement et tous les sujets concédants/concessionnaires des entreprises concernées par le biais des élus IRP ou en Conseils d'Administration et de Surveillance.

Pour la FNME-CGT, l'objectif est que les contrats de service public signés entre les concédants, l'État et la CRE soient respectés en prenant en compte l'expression des besoins des usagers, leur financement, le respect de la péréquation tarifaire, un service public égal sur le territoire, et une reconnaissance des salariés nécessaires à une activité de qualité. Cela impose également une consultation citoyenne sur les schémas directeurs qui seront débattus.

Enfin, il nous semble évident qu'il n'est pas possible que les consommateurs payent au travers du TURPE des dividendes excessifs. Le coût du capital intégré dans le TURPE doit être limité aux investissements et aux charges de personnel.

Réponses aux questions posées :

Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

L'essentiel de notre réponse réside dans le préambule de 2019 sur le TURPE 6 et celui de 2020.

Cependant, nous nous permettons d'insister sur plusieurs points :

- La **péréquation** n'est qu'une question politique, c'est à dire de sens qu'on veut donner à l'organisation du système électrique. Cela concerne l'égalité des usagers et des territoires, et des questions de solidarité. Celle-ci doit s'entendre "toutes composantes comprises" : réseaux + production + commercialisation avec une vision multi-énergies qui s'impose de fait.
- La **non-discrimination** : Tant qu'il existe une telle précarité énergétique, une discrimination "positive" doit être envisagée pour réduire, voire annuler la facture énergétique des ménages en difficultés, comme cela se fait à certaines périodes pour aider les industriels électro-intensifs.
- La **tarification** doit refléter les coûts engendrés par chaque catégorie d'utilisateurs. Nous sommes donc favorables à la tarification de l'injection qui rééquilibrerait les coûts entre usagers et producteurs.
- Comme nous l'avons déjà exprimé précédemment, l'**horosaisonnalité** ne doit pas être un moyen de remettre en cause les tarifs régulés et ne doit pas participer à l'augmentation globale des factures de chacun des usagers. Cela doit donc être mis en œuvre dans le cadre du service public qui doit englober aussi les questions de stockage. Les questions de flexibilité, de l'agrégation et surtout du stockage sont à intégrer en lien avec l'insertion des ENr, en termes de missions et activités de service public attribuées aux gestionnaires de réseaux.
- Le principe du **timbre-poste** : nous proposons la notion d'optimum entre technico-économique auquel nous ajoutons les dimensions environnementales et d'acceptabilités sociales.

La construction des tarifs ne doit pas refléter une conception "punitive" de la consommation (une augmentation importante du tarif de base par exemple) mais une conception participative c'est à dire une conception qui incite, par exemple, à une moindre consommation à un moment car l'utilisateur bénéficie d'un tarif attractif à un autre moment.

L'évolution des usages doit influencer surtout sur une tarification qui prend en compte de manière plus importante la puissance souscrite/installée et moins la part transit d'énergie.

Si les coûts fixes augmentent du fait que la consommation baisse pour un même usage et du fait du développement de l'autoconsommation et des écoquartiers visant l'autonomie énergétique, il est souhaitable de le prendre en compte par une évolution graduelle du rapport part puissance/part énergie du tarif.

Cela soulève néanmoins de nouvelles questions sur la capacité de la collectivité à financer durablement des réseaux sur lesquels de lourds investissements sont nécessaires pour accueillir de nouvelles productions disséminées sur le territoire tandis que la consommation baisse.

Il s'agit certes de reconnaître le caractère assurantiel du réseau pour ses utilisateurs les plus occasionnels, lesquels pourraient chercher à échapper à terme à ces hausses en recherchant une autonomie encore plus grande.

Les estimations présentées quant aux impacts sur les factures semblent rassurantes quant à la soutenabilité des évolutions envisagées et font même apparaître des gagnants, notamment du côté des entreprises consommant en été. Mais il s'agit d'estimations à iso-niveau 2019 qui ne prennent pas en compte des évolutions de charges non encore connues. D'ores et déjà une attention particulière doit être apportée aux consommateurs particuliers disposant d'un chauffage électrique dans un logement mal isolé qui vont subir une hausse, certes limitée mais pour des familles aux budgets serrés et pour lequel le signal prix apporté par l'horosaisonnalité n'a aucun sens puisque dans bien des cas ils rationnent déjà le chauffage du fait de sa part importante dans leur budget.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux évolutions de méthodologie envisagées par la CRE pour déterminer la composante de soutirage ?

Peu d'avis complémentaire à nos précédentes expressions.

Force est de constater l'extrême complexité de l'économie des réseaux électriques. Dans le contexte libéral, d'ouverture des marchés, de séparations exacerbées entre les acteurs du système (producteurs, transporteur, distributeurs, agrégateurs, commercialisateurs...), l'économie du système électrique dans son ensemble l'est encore plus.

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTB ?

Dans le cadre du marché il est compliqué de décider de ce qui doit évoluer ou pas.

Par contre ce sont les vrais objectifs qui nous importent :

- Relocalisation de l'industrie et donc des emplois sur le territoire.
- Que ces évolutions profitent à l'emploi, mais le plus possible dans un cadre "normal" (évitons le travail "interruptible" ou de nuit, avec comme objectif un allègement de la facture liée à la construction tarifaire).
- L'écrêtement des pointes doit être recherché dans un cadre de développement durable, d'économie des ressources...mais bien au-delà d'un signal tarifaire. La maîtrise de l'énergie au travers de l'amélioration de l'habitat et des procès industriels est une nécessité première, avec don un effort "augmenté" en matière de R&D. La réponse aux besoins reste un impératif.

Pour la FNME-CGT, la réponse à la question sur la répartition entre énergie et puissance ne se résume pas à regarder la différenciation temporelle.

Il y a une modification d'usage du réseau de transport qui, avec le développement des moyens de production décentralisés, voit diminuer la part d'énergie transitée sur les réseaux HTB mais ceux-ci restent une assurance en puissance pour pallier l'intermittence de ces moyens.

Les graphiques montrant les impacts sur les factures restent trop généraux et n'entrent pas assez dans le détail des conséquences sociales et économiques sur les territoires et les emplois dans l'industrie.

Nous sommes donc tout à fait favorables à augmenter la part puissance du tarif mais à cout constant pour les usagers.

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTA et BT>36 kVa ?

Nous ne sommes pas favorables à cette évolution de tarif.

Les hausses de la part "réseau" pour les utilisateurs HTA à courte durée d'utilisation sont trop importantes (environ 20 % d'après la figure 72). Quelles conséquences d'une telle augmentation.

Les industriels seront à nouveau favorisés pendant la période estivale avec un prix de l'électricité plus bas.

Au-delà du prix de l'électricité quelles seraient les conséquences sociales et industrielles de cette évolution ? Il y a un risque d'évolution de la précarité pour les ménages.

Question 5 : Êtes-vous favorable au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?

L'évolution est globalement favorable aux clients industriels qui bénéficient d'un coup de pouce et défavorable aux clients tertiaires.

Il est probable que l'impact sera marginal sur la situation financière des industriels comme des clients tertiaires et n'aura pas plus d'effet sur le profil de charge que pour les ménages en chauffage électrique. C'est la résultante de l'horosaisonalité et du tarif été plus favorable.

Pas de commentaires particuliers sur ce point que nous avons traité de façon globale en soulignant les questions posées par les transferts de charge vers certaines catégories d'utilisateurs particuliers en situation de précarité énergétique du fait de la mauvaise isolation de leur logement.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux modalités et au calendrier de mise en œuvre de la généralisation des options à 4 plages temporelles envisagés par la CRE ?

Si l'objectif du découpage est de s'adapter un peu plus à ce qui se passe sur le marché, nous y sommes défavorables. Toutefois, la généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles pourrait simplifier le tarif. Malheureusement, une fois de plus, les fournisseurs continueront à proposer une multitude d'offres, peu lisibles pour les usagers et ceux-ci auront bien du mal à s'y retrouver.

Le calendrier proposé permet de lisser les hausses, ce qui rend la mesure moins douloureuse. Reste que la justification ne sera pas comprise par la grande majorité des consommateurs perdants et que le caractère vertueux pour la gestion du réseau de ces évolutions est loin d'être acquis.

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles BT≤36 kVa ?

Pour la FNME-CGT il est nécessaire que, très rapidement, la TVA soit réduite dans un premier temps à 5,5 %, l'électricité étant un produit de première nécessité.

Nous sommes défavorables à cette évolution car nous considérons que la hausse de la part fixe liée à la puissance souscrite va pénaliser les ménages et notamment les plus précaires.

Les abonnements pour la puissance souscrite pèsent très lourd sur les factures.

L'évolution proposée permet de faire porter à la collectivité, la responsabilité des auto producteurs ou des productions décentralisées ce qui n'est pas acceptable.

Le déploiement du compteur Linky a notamment mis en évidence de nombreux panneaux vétustes (bois percés, taille inadaptée,) les usagers dans leur majorité souhaiteraient un remplacement gratuit de ces panneaux (souvent à l'intérieur des habitations).

Les évolutions tarifaires doivent être consacrées aux investissements dans les infrastructures (renouvellement et neuf).

De plus, il semble que l'impact sur les factures des utilisateurs courte durée ne soit pas négligeable (environ 10 % de hausse du TURPE selon la figure 94). Cela n'est pas acceptable.

Nous resterons donc très vigilants quant à l'évolution des grilles BT.

Question 8 : Êtes-vous favorable au maintien en 2024 d'options dérogatoires (base et heures pleines/heures creuses) uniquement accessibles aux consommateurs non équipés de compteurs évolués, selon les modalités proposées par la CRE ?

Nous sommes favorables au maintien de ces dispositifs qui ne nécessitent pas de contraintes techniques ou de surcoût pour l'installation.

Le compteur Linky doit convaincre par son efficacité : tarification, flexibilité, gestion de l'énergie, maîtrise de la facturation.

De plus, nous ne pouvons pas garantir que l'ensemble des compteurs seront communicants en 2024. Il existe toujours des zones blanches en campagne par exemple qui ne permettent pas l'utilisation des GSM pour la transmission des données.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité de faire supporter le surcoût généré par la relève à pied résiduelle aux consommateurs qui, de leur fait, ne disposent pas de Linky ?

Non la FNME-CGT l'a déjà dit lors de la consultation de 2019.

Les usagers n'ayant pas de compteurs communicants ne doivent pas être pénalisés financièrement au travers d'un service payant supplémentaire. Le déploiement de Linky a en effet été payé par l'ensemble des usagers qu'ils aient ou non accepté Linky.

Les usagers réfractaires au déploiement de Linky sont liés aux manquements de l'entreprise en termes de communication et de service de proximité, de la dégradation du service public (pédagogie, manque d'appropriation par les salariés avec le développement de la sous-traitance, opacité sur les questions de confidentialité des données...).

Ce n'est pas acceptable de passer en force en pénalisant à nouveau les consommateurs qui auraient fait ce choix.

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'adaptation du positionnement des heures creuses afin de prendre en compte les contraintes locales sur les réseaux dans le respect du principe de péréquation ?

Historiquement la création des heures creuses répondait à un objectif technique, pour tenter de lisser la courbe de charge et réduire la pointe de consommation à la maille d'un poste source par une incitation financière.

Avec l'ouverture des marchés, pour permettre l'installation de fournisseurs alternatifs, le principe des heures creuses a été détourné à des fins commerciales sans prise en compte des contraintes du réseau.

Cette adaptation par le GRD du positionnement des heures creuses est une bonne idée mais il faut alors obliger le fournisseur de la part énergie à s'adapter à ces horaires sinon le consommateur risquerait de se trouver dans une position inconfortable.

Nous notons avec satisfaction que vous confirmez le maintien de la péréquation tarifaire.

Avec la multiplication des productions décentralisées sur le réseau BT et HTA, nous pensons qu'un dispositif d'incitation au lissage de la courbe de charge au périmètre d'un départ HTA avec l'utilisation du compteur Linky pourrait permettre de redéfinir les investissements réseau et réduire l'impact de la production de pointe sur l'environnement.

Question 11 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction de dénivelés de puissance souscrite en basse tension ≤ 36 kVa ne constitue pas une évolution à prioriser pour TURPE 6 ?

Le secteur de l'énergie et plus particulièrement de l'électricité a subi des bouleversements ces dernières années. Les usagers n'ont plus de repère. Proposer aux ménages des dénivelés de puissance n'est donc pas une priorité. De plus, ils nécessitent la mise en place de dispositifs coûteux pour permettre d'utiliser pleinement ces dispositifs.

Il nous semble essentiel de ne pas confondre investissements favorisant les échanges pour le fonctionnement d'un marché qui n'a été d'aucune économie pour les consommateurs et investissements nécessaires dans le cadre de la transition énergétique.

Et même pour ces derniers, les citoyens payent à travers la TICPE les subventions aux ENr. Doivent-ils encore payer à travers le TURPE leurs raccordements ?

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs, même en cas de changement de fournisseur, doit être maintenue en l'état tant que des options saisonnalisées cohabitent avec des options non saisonnalisées ?

La tarification doit être simple, lisible et compréhensible. Ce dispositif est complexe et incompréhensible pour les néophytes. Néanmoins, il est indispensable d'éviter les effets d'aubaine et le zapping entre les fournisseurs ou les offres tarifaires. Ils nous semblent qu'un autre dispositif pourrait permettre de garantir une rémunération juste et simplifiée notamment en revenant à un fournisseur unique, attaché à la péréquation tarifaire et à l'aménagement du territoire. Nous proposons donc le retour à une entreprise intégrée maîtrisant aux meilleurs coûts la production, le transport, et la distribution.

Au-delà de cela, nous partageons l'analyse de la CRE.

Question 13 : Avez-vous des remarques relatives aux dispositions tarifaires en vigueur relatives à l'autoconsommation, en particulier concernant la composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

La problématique de l'autoconsommation collective, que cela soit à une échelle réduite ou à la dimension large que certains imaginent sous le vocable de territoire à énergie positive remet en cause de nombreux "incontournables" et surtout le Service Public Universel tel qu'il devrait exister.